



LES JEUX NE SONT PAS FAITS !!!

LE 6 FÉVRIER ET LE 20 MARS :

ENSEMBLE EN GRÈVE ET DANS L'ACTION !

POUR DIRE :

NON À L'AUSTÉRITÉ GÉNÉRALISÉE ET LA CASSE DE LA DGFIP !

HALTE AU MATRAQUAGE POLITIQUE ET ANTISOCIAL !!!

POUR UNE AUTRE RÉPARTITION DES RICHESSES !!!

Le contenu des vœux présidentiels et de la conférence de presse du 14 janvier ont malheureusement confirmé les analyses effectuées depuis plusieurs mois par le syndicat CGT Finances Publiques. Ainsi, ce gouvernement assume pleinement ses choix, sa politique !

- ▶ Après avoir déréglementé le code du travail avec l'ANI offrant plus de flexibilité au patronat pour licencier, diminuer les salaires et augmenter les durées de travail sans aucune contrepartie ;
- ▶ Après avoir allongé la durée de cotisations pour les départs à la retraite et baissé le niveau des pensions ;
- ▶ Après avoir confirmé les orientations prises en matière de politiques publiques notamment dans le cadre de la RGPP continuée sous le label « MAP » ;
- ▶ Après s'être attaqué au pouvoir d'achat du monde du travail et des retraités (gel du barème de l'impôt sur le revenu pendant 2 ans, mesures coercitives, gel du point d'indice pour les fonctionnaires...) et laissé les grands groupes détruire l'emploi ;

Tous ces actes d'allégeance en direction des puissances de l'argent directement responsables de la situation de crise subie par la France et les autres pays d'Europe, le Président de la République annonce désormais 30 milliards de cadeaux au patronat par le biais de la suppression des cotisations familiales sur la part employeur ; Cette mesure, nous dit-on est censée « booster » la compétitivité des entreprises ! Que penser alors des augmentations de TVA réalisées en janvier, version moderne de la TVA Sociale de SARKOZY !

Face à toutes ces mesures, il y a les discours bienveillants du MEDEF applaudissant des deux mains cette politique, tout simplement car aujourd'hui : aucune contrepartie véritable n'est imposée en matière de créations d'emplois !

De plus, pour financer ce projet ainsi que les mesures d'exonérations fiscales et sociales des entreprises déjà en vigueur (200 milliards), l'objectif d'économie sur le dos des services publics de l'Etat (50 milliards) va bien plus loin que de simples ajustements budgétaires.

C'est un choix de société qui vise à affaiblir l'intervention publique, pour libérer les marchés de toutes contraintes et de tout cadre protecteur pour les salariés afin de satisfaire à leur boulimie du profit !

Au travers de cette visée, notre administration se situe en première ligne !

Montreuil, le 17 janvier 2014

**Syndicat national
CGT Finances Publiques**

Case 450 ou 451 •

263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex

- www.financespubliques.cgt.fr
- Courriels : cgt@dgfip.finances.gouv.fr
- dgfip@cgt.fr • Tél : 01.55.82.80.80
- Fax : 01.48.70.71.63

Dans un climat de « fronde anti-taxe » mené par un patronat réclamant toujours plus de subventions, d'exonérations, d'aides, utilisant les médias pour assener leur vérité à l'opinion publique mais aussi de la multiplication des affaires politico-judiciaires, les agents se retrouvent directement exposés.

Après plus de 30 000 suppressions d'emplois réalisées en moins de 10 ans, la démarche stratégique infligée poursuit avec la même cadence la réduction des effectifs et des moyens. Cette logique montre bien que nos missions sont dans le collimateur !

Dès lors, comment ne pas s'inquiéter des différents rapports (PECHEUR, WEISS) encourageant à la mobilité

forcée « intra-fonction publique », plaidant pour une harmonisation indemnitaire vers le bas dans la fonction publique, la révision à la baisse des plans de qualification ou des séries de mesures proposant une remise en cause des droits statutaires, des garanties collectives et individuelles des agents ?

Avec les Etats Généraux conduits dans l'unité syndicale l'appel à la multiplication des initiatives locales sur la défense de toutes les revendications défendues depuis la fusion, les appels à la grève qui se sont succédés depuis la journée DGFIP du 27 novembre 2012, la CGT Finances Publiques n'a eu de cesse de travailler à la construction du rapport de force pour inverser le cours de choses !

Seules la mobilisation et notre force collective pourront instaurer un changement de cap ! GAGNER EST POSSIBLE !

Déterminée à mener le combat, la CGT Finances Publiques appelle les agents à construire dans l'unité la plus large un processus de lutte à la hauteur des enjeux revendicatifs.

PAR LA GRÈVE : Le 6 février 2014 !

Aux côtés de l'ensemble des salariés du privé et du public, elle appelle à se mobiliser contre les politiques d'austérité, pour l'abandon de la MAP, l'arrêt de la démarche stratégique et à des actions **sur les lieux de travail afin de porter d'autres exigences en matière de pouvoir d'achat, d'emploi et de conditions de vie au travail, de choix budgétaires.**

PAR LA GRÈVE : Le 20 mars 2014 !

Dans la continuité des Etats Généraux et dans l'unité, la CGT-Finances Publiques appelle à l'action. Ce jour-là les collègues des Douanes seront aussi en lutte pour l'obtention d'un moratoire sur le plan stratégique mis en place dans leur administration.

PAR LA MULTIPLICATION DES INITIATIVES LOCALES !

Dans tous les services, continuons à faire grandir le rapport de force autour de toutes les revendications par la multiplication des initiatives locales sous toutes les formes !



**UNIS ET DÉTERMINÉS,
PASSONS À L'OFFENSIVE !**